



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 septembre 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 26 de l'ordre du jour provisoire\*

### Vers des partenariats mondiaux

## **Renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés, en particulier le secteur privé**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Conscient que le relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la réalisation des objectifs de développement durable exigent des alliances et des partenariats plus solides, en particulier avec le secteur privé, le système des Nations Unies estime également qu'il importe de redoubler d'efforts pour accroître l'efficacité des partenariats et pour mieux mesurer leurs résultats et en rendre compte plus efficacement. Dans sa résolution [73/254](#), l'Assemblée générale a formulé des recommandations visant à renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le secteur privé, partant du principe que la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 exigerait de l'ONU qu'elle ouvre de nouvelles voies pour atteindre des objectifs sociétaux communs en élargissant la portée et les retombées de sa collaboration avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires et d'autres acteurs. L'Organisation a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre des recommandations formulées dans le précédent rapport, mais des efforts supplémentaires s'imposent pour parvenir à une coopération multilatérale plus inclusive et fonctionnant davantage en réseau.

Dans l'ensemble du système des Nations Unies, les partenariats avec des acteurs externes, en particulier le secteur privé, évoluent dans le sens d'une collaboration plus poussée et plus stratégique axée sur l'innovation, l'adaptabilité et l'efficacité. Comme le montre le présent rapport, la COVID-19 a incité le système des Nations Unies et ses partenaires à adopter une approche plus souple et plus réactive en matière de partenariats. La réforme du système des Nations Unies pour le développement a contribué à faire de l'ONU un partenaire plus efficace. Bien que l'Organisation mette

\* [A/76/150](#).



davantage l'accent sur une collaboration stratégique à long terme avec les partenaires extérieurs, en particulier au niveau des pays, elle devrait saisir les nombreuses possibilités qui s'offrent à elle de faire évoluer les politiques et les pratiques en matière de partenariats, afin de tirer le meilleur parti de son pouvoir de rassemblement et de son savoir-faire en mobilisant un éventail d'acteurs plus large et plus diversifié et en formant de nouvelles coalitions au cours de la décennie d'action. Le présent rapport énonce plusieurs mesures et recommandations visant à permettre au système des Nations Unies de jouer un rôle moteur dans l'instauration d'une coopération multilatérale inclusive et en réseau grâce à une collaboration plus efficace entre l'Organisation et tous les partenaires intéressés, en particulier le secteur privé.

## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 73/254 de l'Assemblée générale, intitulée « Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés », dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution à sa soixante-seizième session. Le rapport s'appuie sur les précédents rapports du Secrétaire général sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les partenaires intéressés (A/56/323, A/58/227, A/60/214, A/64/337, A/66/320, A/68/326, A/70/296 et A/73/326).

2. À l'heure où le monde subit de plein fouet les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de l'aggravation de la crise climatique, de la perte alarmante de biodiversité, de la pollution omniprésente et des importantes lacunes recensées dans la réalisation des objectifs de développement durable, les partenariats jouent un rôle plus important que jamais en tant qu'outil de relèvement et de propulsion permettant de bâtir un avenir meilleur. La crise liée à la COVID-19 a montré qu'il était urgent de pouvoir s'appuyer sur un multilatéralisme revitalisé, inclusif et en réseau et que le secteur privé devait jouer un rôle clef dans l'action menée pour relever les défis mondiaux. La pandémie est venue nous rappeler avec force que le contrat social mondial était fragile, que le développement durable des entreprises devait être appuyé et que les pratiques commerciales responsables pouvaient accroître la stabilité des sociétés et des marchés. Une réaffectation massive des ressources, de l'appui et des innovations du secteur privé demeure nécessaire pour mettre tout le poids des entreprises au service de l'action menée pour relever ces défis et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au moment où le contrat social est mis à rude épreuve dans de nombreux pays et collectivités du monde entier, certaines études récentes<sup>1</sup> semblent montrer que le public fait de plus en plus confiance aux entreprises. Des relations plus profondes et plus stratégiques entre le système des Nations Unies et le secteur privé peuvent inciter les entreprises à honorer cette confiance et à mettre plus rapidement leur capital humain, leurs technologies, leur propriété intellectuelle, leurs chaînes de valeur, leurs investissements financiers, leurs actifs et leurs stratégies au service de l'humanité et de la planète.

3. Le présent rapport s'appuie sur diverses sources de données, dont deux enquêtes à l'échelle du système visant à recueillir les vues de hauts responsables et de spécialistes des partenariats dans les 30 entités des Nations Unies participantes. Ces enquêtes sont complétées par des entretiens approfondis avec divers spécialistes des partenariats au sein de l'ONU ainsi qu'avec des parties prenantes externes. Les éclairages qu'apportent ces données et les réflexions qu'elles ont suscitées ont contribué aux efforts visant à tracer une voie en direction de partenariats plus solides et plus efficaces afin de promouvoir un multilatéralisme inclusif et en réseau à l'appui du Programme 2030. Le présent rapport a été l'occasion d'examiner les tendances mondiales qui ont une incidence sur les partenariats, d'analyser les répercussions de la pandémie de COVID-19, de faire le point des nouveaux partenariats instaurés au sein du système des Nations Unies, d'évaluer la façon dont les partenariats ont contribué au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement

<sup>1</sup> Voir, par exemple, les conclusions formulées dans les éditions 2018, 2019, 2020 et 2021 du Baromètre de confiance Edelman, qui montrent de façon persistante que le public fait davantage confiance aux entreprises qu'à de nombreuses autres institutions ([www.edelman.ca/sites/g/files/aatuss376/files/trust/Barometre%20de%20confiance%20Edelman%202021\\_0.pdf](http://www.edelman.ca/sites/g/files/aatuss376/files/trust/Barometre%20de%20confiance%20Edelman%202021_0.pdf)).

et de formuler des recommandations visant à aider l'ONU à élargir la portée de ses partenariats et à en accroître les retombées dans les années à venir.

4. La question des partenariats étant aussi vaste que multiforme, l'accent a été mis, dans le présent rapport comme dans ceux qui l'ont précédé, sur les partenariats entre l'ONU et le secteur privé. Toutefois, nombre des tendances qui y sont décrites et des observations et recommandations qui y sont formulées valent pour toutes les formes de partenariats entre l'Organisation et d'autres acteurs.

## **II. Tendances mondiales ayant une incidence sur les partenariats de l'Organisation des Nations Unies**

5. Depuis le précédent rapport, plusieurs tendances et événements majeurs ont eu une incidence sur les activités de l'ONU en matière de partenariats. C'est notamment le cas de la pandémie de COVID-19 et de l'aggravation de la triple crise planétaire conjuguant changements climatiques, dégradation de la nature et pollution, mais aussi de la valeur croissante que le marché accorde à la durabilité en tant que moteur de la performance des entreprises et de l'importance accrue que les investisseurs attachent aux questions d'environnement, de société et de gouvernance. La convergence de ces tendances a poussé un nombre croissant d'entreprises à affecter des ressources à la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de partenariats, ce qui offre à l'Organisation de nombreuses possibilités d'accroître la portée et l'échelle des activités menées en collaboration avec le secteur privé dans les années à venir.

6. La pandémie de COVID-19 a été qualifiée de signal d'alarme et de répétition générale de crises à venir qui pourraient se révéler encore plus graves. Elle a montré qu'il importait d'instaurer une collaboration plus novatrice et plus souple entre les différents secteurs pour répondre aux urgences mondiales. La plupart des hauts responsables et des spécialistes des partenariats de l'ONU interrogés aux fins de l'établissement du présent rapport s'accordent à dire que les alliances et les partenariats intersectoriels sont essentiels pour faire face aux reculs observés dans la réalisation des objectifs de développement durable du fait de la pandémie et d'autres crises mondiales. De même, la moitié des plus de 1 100 dirigeants de sociétés signataires du Pacte mondial des Nations Unies interrogés en 2021 estimaient que la COVID-19 les avaient incités à recourir davantage à des partenariats stratégiques et multisectoriels en matière de développement durable en tant que stratégie commerciale.

7. Si la pandémie a engendré de fortes perturbations économiques et provoqué une volatilité marquée sur les marchés boursiers, de nombreuses analyses montrent que les entreprises durables se sont montrées plus résilientes et ont obtenu de meilleurs résultats que leurs concurrents au cours de cette période de forte récession économique<sup>2</sup>. Cette tendance devrait créer des incitations économiques plus fortes et amener les entreprises à adopter des pratiques commerciales responsables, en particulier si elle est confirmée par des recherches supplémentaires portant sur des périodes plus longues. Nombre d'entreprises sont conscientes de la nécessité de collaborer plus activement avec des parties prenantes extérieures et d'avancer sur la voie de la durabilité en s'inspirant des objectifs de développement durable et en les utilisant comme guide. Sous la pression perceptible des investisseurs et des consommateurs, elles sont de plus en plus nombreuses à prendre l'engagement

<sup>2</sup> Voir, par exemple, Ashim Paun, « ESG stocks did best in COVID-19 slump », *HSBC Global Banking and Markets Insights*, 27 mars 2020 ; Imogen Tew, « How ESG-linked stocks outperformed in 2020 », *Financial Times Adviser*, 9 novembre 2020 ; Jon Hale, « Sustainable funds weather the first quarter better than conventional funds », *Morningstar, Inc.*, 3 avril 2020.

d'atteindre des émissions nettes de dioxyde de carbone égales à zéro ou négatives, à s'associer aux appels en faveur d'une action climatique plus ambitieuse et à s'orienter vers des modèles commerciaux durables, tels que ceux fondés sur la circularité ou sur des pratiques respectueuses de la nature<sup>3</sup>. De nombreuses entreprises prennent des engagements plus fermes en faveur de la diversité, de l'inclusion et de l'égalité des genres, conscientes que la diversité au sein de leur direction et de leur conseil d'administration peut constituer un élément déterminant de leur succès commercial à long terme.

8. Les analystes d'affaires ont constaté que les investisseurs et les entreprises qui accordaient un rang de priorité élevé aux questions d'environnement, de société et de gouvernance obtenaient souvent un meilleur rendement moyen à long terme<sup>4</sup>. De nombreuses études ont également montré que les entreprises dirigées par des femmes tendaient à obtenir de meilleurs résultats que celles gérées majoritairement par des hommes<sup>5</sup>. Les entreprises sont de plus en plus conscientes que le succès commercial à long terme, dans un contexte de volatilité croissante au niveau mondial, exige un engagement plus décisif en faveur du bien-être de la planète et de l'humanité. Dans le secteur financier, on observe une adhésion croissante aux Principes pour l'investissement responsable, élaborés par des investisseurs en partenariat avec l'Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier et le Pacte mondial des Nations Unies. Adoptés par plus de 3 000 signataires gérant des actifs dont le montant total dépasse les 100 000 milliards de dollars, ces principes visent à promouvoir la mobilisation sur les questions d'environnement, de société et de gouvernance et ont éveillé un intérêt sans précédent en faveur des stratégies de développement durable chez les signataires. Les informations publiées par les entreprises en matière de durabilité et de contribution à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont de plus en plus étoffées<sup>6</sup>, et les initiatives faisant appel à la participation de gestionnaires financiers, d'assureurs et d'autres acteurs du marché prennent de l'ampleur.

<sup>3</sup> Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, « Les engagements en faveur du net zéro doublent en moins d'un an », communiqué de presse, 21 septembre 2020.

<sup>4</sup> Voir Principes pour l'investissement responsable, « Linking ESG ratings to returns and volatility », in *A Practical Guide to ESG Integration for Equity Investing*, 5 septembre 2016 ; Gordon L. Clark, Andreas Feiner et Michael Viehs, « From the Stockholder to the Stakeholder : How Sustainability Can Drive Financial Outperformance », mars 2015 ; Tensie Whelan, Ulrich Atz et Casey Clark, « ESG and financial performance: uncovering the relationship by aggregating evidence from 1,000 plus studies published between 2015-2020 », New York University Stern Business School et Rockefeller Asset Management, 2021 ; « How ESG-linked stocks outperformed in 2020 ».

<sup>5</sup> Voir BBC News, « Firms with more female executives "perform better" », 27 juillet 2020 ; Corinne Post, Boris Lokshin et Christophe Boone, « Research: adding women to the C-suite changes how companies think », *Harvard Business Review*, 6 avril 2021 ; Daniel J. Sandberg, « When women lead, firms win », *S&P Global*, 16 octobre 2019 ; Sharon Bell, « The stock market boost from having more women in management », *Financial Times*, 9 novembre 2020.

<sup>6</sup> Voir Wojciech Leoński et Karolina Beyer, « Reporting as an important instrument of corporate social responsibility », *Journal of Corporate Responsibility and Leadership*, vol. 3, n° 67 (février 2017) ; Initiative mondiale sur les rapports de performance, « Integrating SDGs into sustainability reporting », 2019-2021 ; Initiative mondiale sur les rapports de performance et Pacte mondial des Nations Unies, « Business Reporting on the SDGs: An Analysis of the Goals and Target », 2017.

## Encadré 1

**Pacte mondial des Nations Unies : groupe de travail des directeurs financiers pour les objectifs de développement durable**

Le groupe de travail des directeurs financiers a été lancé par le Pacte mondial des Nations Unies en décembre 2019 en vue d'appuyer la réalisation des objectifs de développement durable et de donner un sens nouveau aux fonctions des directeurs financiers en tant qu'architectes de la création de valeur durable à long terme, en sensibilisant l'opinion aux effets transformateurs de la finance d'entreprise sur les marchés financiers, l'économie mondiale et la société dans son ensemble. En juillet 2021, le groupe de travail regroupait 58 entreprises de premier plan affichant une capitalisation boursière combinée de plus de 1 600 milliards de dollars.

Le groupe de travail aide les participants à lancer de nouvelles offres et de nouveaux produits financiers conformes aux objectifs de développement durable. En janvier 2021, une enseigne de détail multinationale a ainsi émis une obligation liée au développement durable d'un montant de 750 millions d'euros, qui l'engage pour la première fois à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Toujours en janvier 2021, une grande banque d'affaires d'Amérique latine a levé 500 millions de dollars en obligations vertes. En février 2021, elle a enregistré cette opération ainsi que deux autres de même nature auprès du réseau d'obligations durables de la National Association of Securities Dealers Automated Quotations (Nasdaq), base de données du marché boursier américain dans laquelle sont publiées les informations relatives aux principales émissions d'obligations durables au niveau mondial. Le même mois, une société de boissons multinationale a annoncé une ligne de crédit renouvelable liée au développement durable d'un montant 10,1 milliards de dollars. En juin 2021, une multinationale du secteur de l'énergie a lancé une obligation en plusieurs tranches liée au développement durable à l'intention des investisseurs institutionnels sur le marché euro-obligataire pour un montant total de 3,25 milliards d'euros, soit la transaction liée au développement durable la plus importante jamais effectuée sur les marchés des valeurs à revenu fixe.

9. Les entreprises accordent de plus en plus d'importance à l'action climatique et revoient leurs ambitions à la hausse à mesure qu'évoluent les données climatologiques. Plus de 270 entreprises, affichant une capitalisation boursière supérieure à 3 600 milliards de dollars, ont signé l'engagement « Business Ambition for 1.5 °C » du Pacte mondial des Nations Unies. En mai 2020, plus de 150 entreprises possédant une capitalisation boursière combinée de plus de 2 400 milliards de dollars et représentant plus de 5 millions d'employés ont signé une déclaration dans laquelle ils ont demandé instamment que les décisions adoptées en matière d'aide économique et de relèvement après la COVID-19 s'appuient sur les données climatiques les plus récentes. Dans le cadre de l'initiative « Science Based Targets », ces entreprises ont également demandé que soient adoptées des politiques permettant de renforcer la résilience face aux chocs futurs en appuyant les efforts visant à limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, conformément à l'objectif tendant à parvenir à zéro émission nette bien avant 2050. Ces partenaires multiples ont donc pris des engagements concrets et crédibles et mis en place des dispositifs d'application du principe de responsabilité en vue de faciliter et d'encourager l'adoption de mesures plus efficaces et à plus grande échelle, ce qui constitue une initiative encourageante sur le plan de la formation de coalitions.

10. Parallèlement à l'action menée par le système des Nations Unies, le secteur privé s'attache à repenser son rôle et ses attributions en tant qu'acteur responsable des économies et des sociétés. Parmi les exemples de réflexion innovante à cet égard, citons les efforts déployés par le Forum économique mondial pour promouvoir les concepts de « capitalisme des parties prenantes » et de « grande réinitialisation ». Des étapes marquantes ont également été franchies au niveau national, notamment avec la publication de la déclaration sur la raison d'être des entreprises par l'association américaine Business Roundtable.

#### Encadré 2

#### **Partenariats entre les Nations Unies et le secteur des assurances**

En 2021, le Programme des Nations Unies pour le développement lancera un mécanisme d'assurance et de financement du risque qui lui permettra de regrouper pour la première fois ses activités de financement du risque, d'assurance, de transfert de risque et de financement de la résilience en une seule stratégie et un seul ensemble d'outils, de lignes directrices et de dispositifs de soutien aux bureaux de pays et aux pays de programme. Les travaux du mécanisme seront axés sur l'assurance inclusive, le financement du risque souverain, le capital naturel et le risque, les activités d'investissement des assureurs et l'intégration de l'assurance dans le financement du développement. Les partenariats seront essentiels à cet égard, et l'accord tripartite, instrument phare du mécanisme (adopté par le Programme, le Gouvernement allemand et le Forum pour le développement de l'assurance), sera mis en œuvre dans 20 pays au cours des quatre prochaines années afin de mettre le savoir-faire des secteurs public et privé au service de la résilience financière à long terme des pays et des collectivités en développement.

En 2021, un groupe de 22 assureurs et réassureurs de premier plan créé au titre de l'Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier a publié pour la première fois des orientations exhaustives visant à aider les acteurs du secteur des assurances à recenser et à faire connaître les répercussions des changements climatiques sur leurs activités. Dans le cadre de l'initiative baptisée « Principes pour une assurance durable », les membres du groupe ont mis à l'essai des méthodes pouvant être utilisées par les assureurs pour appliquer les recommandations de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat.

### **III. Partenariats pour le développement dans les situations d'urgence : leçons tirées de la riposte face à la COVID-19**

11. La pandémie de COVID-19 a entraîné un recul drastique en matière de mise en œuvre du Programme 2030 partout dans le monde et modifié le paysage du financement du développement, les ressources et les investissements destinés à la réalisation des objectifs de développement durable ayant été réaffectés à des besoins plus immédiats dans le cadre de la riposte face à la pandémie. Cette situation a eu de nombreuses répercussions sur les partenariats de l'ONU.

12. Avec le passage au télétravail, le système des Nations Unies et nombre de ses partenaires ont cherché à pallier les difficultés liées à l'isolement et à la quarantaine en renforçant les liens et les relations grâce à des outils numériques facilitant les



rassemblements et la coopération. Dans de nombreux cas, la collaboration virtuelle a permis d'élargir les possibilités de participation par rapport aux traditionnelles réunions en présentiel. À titre d'exemple, en mars 2020, alors que l'on assistait à une propagation rapide de la pandémie, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a entrepris d'organiser des réunions hebdomadaires avec des parties prenantes du secteur privé, représentées par des associations professionnelles et des réseaux d'entreprises du monde entier, afin d'exposer dans le détail les mesures qu'elle prenait pour faire face à la pandémie et le soutien que pouvait apporter le secteur privé à cet égard. Grâce à cette instance multipartite, inclusive et informelle, l'OMS a pu toucher un large éventail de chefs d'entreprise et les encourager à agir dans leur propre sphère d'influence. Ensemble, ils ont examiné la façon dont le secteur privé pouvait contribuer à la lutte contre la pandémie, notamment en adoptant de bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail, en coopérant pour remédier aux problèmes touchant la chaîne d'approvisionnement mondiale et en plaidant en faveur d'une coopération internationale renforcée aux fins de la production et de la distribution de vaccins et de matériel médical.

### Encadré 3

#### **Initiative « Connecting Business »**

Lancée en 2016 lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, l'initiative « Connecting Business » vise à appuyer des réseaux d'entreprises composés de plus de 4 000 membres principaux. À titre d'exemple, comme suite au passage du cyclone tropical Harold en avril 2020, tandis que les frontières et les aéroports étaient fermés en raison du confinement décrété pour lutter contre la pandémie, le Vanuatu Business Resilience Council – réseau membre de l'initiative à Vanuatu – a joué un rôle clef dans les opérations de secours en activant son système de groupes du secteur privé afin d'assurer une coordination efficace avec le Gouvernement, l'ONU et les organisations non gouvernementales, en procédant à des évaluations techniques détaillées des dégâts provoqués par le cyclone dans les villages les plus touchés et en menant des évaluations par voie aérienne, terrestre et maritime afin de fournir au Bureau national de gestion des opérations en cas de catastrophe des recommandations en matière d'accès aux établissements éloignés et de distribution d'articles de première nécessité. Il a en outre fourni plus de 35 tonnes de produits alimentaires et non alimentaires à 1 000 foyers côtiers isolés.

13. Dans de nombreux cas, la pandémie a poussé le système des Nations Unies à adapter ses procédures en matière de partenariats. De nombreux spécialistes interrogés aux fins de l'établissement du présent rapport ont indiqué que leurs organisations s'étaient employées à accélérer les procédures de sélection afin de faciliter l'établissement de nouveaux partenariats aux fins de la riposte face à la pandémie. Au niveau des pays, les partenariats avec le secteur privé et les partenariats public-privé sont une composante importante de nombre des plans de riposte socioéconomique élaborés par les équipes de pays des Nations Unies et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour orienter les mesures de lutte contre la pandémie.

14. Le secteur privé mondial s'est montré de plus en plus ouvert à la collaboration préconcurrentielle dans le cadre de la riposte, notamment dans le contexte de la recherche-développement pour le déploiement de vaccins. Des entités telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont mis à profit cette bonne volonté en amenant des acteurs majeurs des industries de la logistique et du transport



à signer une charte dans laquelle ils s'engageaient à mettre à la disposition du Fonds des ressources telles que des moyens aériens ou des entrepôts de stockage aux fins de la lutte contre la COVID-19.

15. Un récent rapport commandé par l'Accélérateur de partenariats à l'appui du Programme 2030 du Département des affaires économiques et sociales a été l'occasion d'étudier divers partenariats visant à fournir un appui technique et financier dans le cadre de l'action menée pour lutter contre la pandémie<sup>7</sup>. Notant que la COVID-19 avait suscité une réaction d'une rapidité sans précédent dans tous les secteurs, les auteurs ont recensé cinq grands facteurs ayant contribué à l'établissement accéléré de partenariats à l'appui de la riposte : a) le caractère urgent de la crise ; b) le recours aux technologies pour surmonter les difficultés liées à la crise ; c) l'adoption de pratiques novatrices dans le cadre des partenariats ; d) la mise en place de partenariats fondés sur la confiance et les réseaux existants ; e) la flexibilité des partenaires et des partenariats face à l'incertitude.

16. Sur la base des enseignements tirés de cette étude, les auteurs ont formulé une série de recommandations visant à promouvoir des partenariats plus efficaces à long terme. Ils ont noté que la pandémie avait montré que certaines des politiques et procédures institutionnelles de l'ONU et des gouvernements pouvaient être modifiées ou rationalisées en cas d'urgence afin de répondre aux besoins des plus vulnérables, notamment en raccourcissant les délais entre la négociation, la signature d'un contrat ou d'un accord officiel de partenariat et l'adoption de mesures par les partenaires. L'adoption de nouvelles technologies et plateformes de communication en réponse aux restrictions imposées aux déplacements pendant la pandémie a incité les parties prenantes à mobiliser et à faire participer un éventail plus large de partenaires. Dans la mesure du possible, l'ONU devrait examiner la façon dont ces nouvelles méthodes de travail pourraient être étendues et maintenues au-delà des situations d'urgence, puis élargies à d'autres partenariats axés sur les objectifs de développement durable afin d'accroître la rapidité, l'ampleur et l'efficacité des interventions et de les rendre plus inclusives grâce à un éventail d'agents de changement plus diversifié.

#### Encadré 4

#### **Pacte mondial des Nations Unies : catalyser les partenariats en Thaïlande à l'appui d'un relèvement durable après la pandémie de COVID-19**

En août 2020, le réseau du Pacte mondial en Thaïlande, en partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies dans le pays, a réuni des entreprises thaïlandaises de premier plan et le Gouvernement afin de catalyser les partenariats public-privé à l'appui d'une reprise durable de l'économie thaïlandaise et de la réalisation des objectifs de développement durable. Les chefs d'entreprise thaïlandais se sont collectivement engagés à investir environ 46,2 milliards de dollars dans 1 088 projets et initiatives d'ici à 2030, afin d'appuyer la réalisation des objectifs et de combler les lacunes de financement observées en Thaïlande, ainsi qu'à intégrer les objectifs dans leurs principales stratégies et activités commerciales.

17. La crise liée à la COVID-19 et la riposte coordonnée par l'ONU illustrent la complexité croissante des défis mondiaux. Le nombre d'acteurs et d'influenceurs autonomes se multipliant, une nouvelle forme de multilatéralisme, inclusive et en

<sup>7</sup> Voir <https://sdgs.un.org/publications/partnerships-response-covid-19-building-back-better-together-33018>.

réseau, est aujourd'hui nécessaire. Ce nouveau multilatéralisme en réseau doit être inclusif afin de représenter tous les peuples du monde et de les faire participer de manière plus équitable à la réalisation des objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies. Aucun gouvernement, secteur ou organisation ne peut relever à lui seul les défis monumentaux auxquels l'humanité fait face ni tenir les promesses dont sont porteurs les objectifs de développement durable. Le multilatéralisme constitue notre meilleure chance de consolider les biens publics mondiaux et d'aborder les questions d'intérêt commun pour l'humanité.

18. Le système des Nations Unies devrait continuer de tirer parti de sa capacité de rassemblement et de son rôle moteur, sachant qu'une collaboration efficace peut être mobilisée à l'appui de la réalisation du Programme 2030 sans que l'ONU soit nécessairement un partenaire officiel. L'Organisation doit continuer de dialoguer avec un éventail toujours plus large et plus diversifié d'acteurs, qui partagent ses centres d'intérêt et ses valeurs mais dont les activités se déroulent traditionnellement en dehors de son champ d'action. Elle doit continuer de jeter des ponts et de défendre une cause commune auprès d'un plus grand nombre de parties prenantes à l'échelle mondiale, d'offrir une plateforme permettant aux jeunes dirigeants et entrepreneurs de faire entendre leur voix et de veiller à ce que les partenariats d'aujourd'hui soient conçus dans l'intérêt des générations futures.

#### IV. Évolution des partenariats des Nations Unies

19. Le rapport précédent (A/73/326) prévoyait cinq mesures clefs pour renforcer l'efficacité des partenariats avec les entreprises : a) abandonner les partenariats fondés sur les dons et développer des relations plus stratégiques avec les entreprises ; b) former davantage de partenariats qui reposent sur l'innovation et tirent parti des compétences de base du secteur privé et de la technologie ; c) mettre davantage l'accent sur les partenariats multipartites, dont les entités estiment qu'ils devraient plus que doubler en nombre d'ici trois à cinq ans ; d) réunir et mobiliser un éventail plus large d'acteurs ; e) élargir les possibilités de participation des microentreprises et des petites et moyennes entreprises afin d'obtenir de meilleurs résultats au niveau local. Bien que le système des Nations Unies ait accompli des progrès considérables dans tous ces domaines, ces mesures demeurent utiles pour contribuer à orienter le système vers une coopération multilatérale plus inclusive et davantage fondée sur des réseaux.

##### Encadré 5

##### **Union internationale des télécommunications et Fonds des Nations Unies pour l'enfance : initiative Giga**

Lancée en 2019, l'initiative Giga a pour objectif de connecter chaque école à Internet et de permettre à tous les jeunes d'accéder à l'information, à des perspectives d'avenir et à davantage de choix. Ce besoin a été rendu plus urgent encore par la pandémie de COVID-19, plus de 463 millions d'enfants ne pouvant accéder à l'enseignement à distance dans le contexte de la fermeture des écoles. Cette initiative se concentre sur trois domaines liés à la connectivité : la détermination de l'emplacement et du statut des écoles, la mise en place d'une connexion à large bande dans le cadre d'une procédure transparente de passation des marchés et la création des modèles commerciaux nécessaires pour appuyer ces activités et permettre aux populations environnantes d'accéder à Internet.

L'initiative Giga est mise en œuvre grâce à des partenariats entre l'Union internationale des télécommunications, l'UNICEF et d'autres organisations, notamment des entreprises des secteurs des télécommunications, de la technologie et de la logistique, ainsi que des fondations.

20. D'après les informations communiquées par les 30 entités des Nations Unies qui ont contribué à l'établissement du présent rapport, au moins 3 200 partenariats avec le secteur privé sont actuellement en place dans l'ensemble du système. Il s'agit là d'une estimation prudente, compte tenu de la difficulté de recueillir des données définitives auprès de toutes les entités au Siège et sur le terrain. S'il est confirmé, ce chiffre serait deux fois supérieur à la précédente estimation, qui remonte à 2017. Bien que la croissance du nombre de partenariats soit encourageante, les partenariats bilatéraux sont les plus nombreux – plus de la moitié du total recensé. Des efforts soutenus sont nécessaires pour promouvoir des partenariats stratégiques à plus long terme, notamment des alliances qui permettent de collaborer avec des partenaires multiples sur une période prolongée ou de recenser les résultats et de tirer les enseignements de façon plus systématique.

#### Encadré 6

#### **Programme alimentaire mondial et Chambre de commerce internationale : partenariat technique favorisant une collaboration stratégique aux niveaux régional et national**

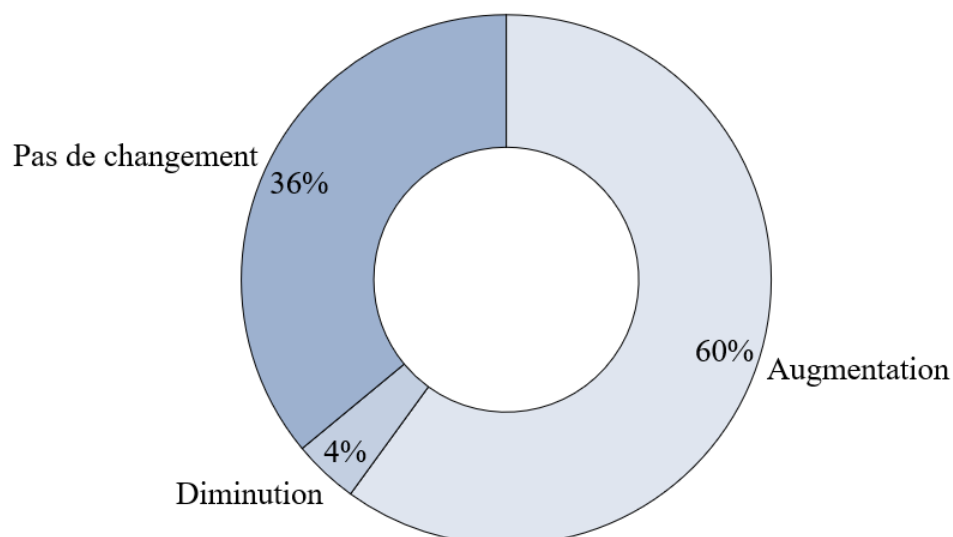
En 2021, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Chambre de commerce internationale ont lancé un partenariat technique pour promouvoir la collaboration stratégique aux niveaux régional et national à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable. Ce partenariat met en relation les opérations du PAM sur le terrain dans 84 pays avec les plus de 45 millions d'entreprises du monde entier qui sont membres de la Chambre de commerce. Les possibilités de collaboration sont nombreuses, de l'échange de connaissances techniques à l'organisation de campagnes conjointes de sensibilisation et de communication sur des thèmes clefs tels que la famine, la nutrition et le gaspillage alimentaire, en passant par l'établissement de liens visant à mobiliser un soutien financier ou en nature. Cette initiative, qui s'appuie sur le réseau mondial des chambres de commerce, a pour objectif d'ouvrir la voie à des partenariats porteurs de changement entre les parties prenantes du secteur privé et le PAM afin de leur permettre de s'employer ensemble à éliminer la faim.

21. Le système des Nations Unies collabore avec un éventail de partenaires de plus en plus diversifié et, depuis 2017, maintient un nombre croissant de partenariats avec des entreprises opérant aux niveaux national et local. Plusieurs entités ont pris des mesures pour promouvoir un environnement interne plus propice aux partenariats, notamment en élaborant et en adoptant de nouvelles stratégies institutionnelles en la matière. Comme le montre la figure ci-dessous, 60 % des entités interrogées ont indiqué que le nombre de membres du personnel chargés de l'établissement de partenariats avait augmenté. Les entités sont convenues qu'à l'avenir, les partenariats seraient davantage axés sur la collaboration stratégique et moins sur la philanthropie ou la mobilisation de ressources. En outre, les entités du système sont de plus en plus nombreuses à affirmer que l'intérêt accru que manifestent les acteurs privés à l'égard

de la collaboration avec l'ONU les incitent à intensifier leurs activités de partenariat avec des entreprises.

Figure 1

**Évolution du nombre de personnes chargées de l'établissement de partenariats dans le système des Nations Unies, en pourcentage des entités interrogées**



Encadré 7

**Organisation des Nations Unies pour le développement industriel :  
Programme de partenariat pays**

Pour accélérer le développement industriel inclusif et durable dans les États Membres, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a mis au point un service novateur baptisé « Programme de partenariat pays ». Fondé sur le principe de l'appropriation par le pays, chaque partenariat est adapté aux besoins et au programme de développement nationaux et conforme au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable correspondant. Cette initiative repose sur un partenariat multipartite supervisé par le gouvernement hôte, auquel participent des organismes des Nations Unies, des partenaires de développement, des institutions financières, le secteur privé, le milieu universitaire et la société civile. Ce modèle permet de tirer parti des points forts des différents partenaires de façon cohérente afin d'obtenir de meilleurs résultats d'ensemble. Les interventions visent à stimuler les investissements publics et privés, en particulier à l'appui de la mise en œuvre de projets industriels de grande envergure présentant un potentiel élevé en matière d'emploi et de croissance économique. Les pays partenaires sont le Cambodge, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Kirghizistan, le Maroc, le Pérou, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie.

22. Depuis 2017, la collecte de fonds est de moins en moins considérée comme un objectif majeur des partenariats avec les entreprises, ce qui ouvre la voie à de nouvelles formes de collaboration plus stratégiques. Les partenariats entre les Nations Unies et le secteur privé reposent de plus en plus sur des propositions de valeur réciproques et sont pensés pour produire des avantages mutuels. Un nombre croissant

d'entités (dont la part est passée de 8 % en 2017 à 21 % en 2021) cherchent à établir des partenariats fondés sur des modes de financement novateurs<sup>8</sup>. En dépit des progrès accomplis, la plupart des entités des Nations Unies interrogées considèrent toujours le secteur privé comme une source de financement. Le fait de continuer de prioriser la mobilisation de ressources par rapport à l'établissement de relations stratégiques au sein du système des Nations Unies crée un décalage avec les partenaires privés et peut les dissuader de nouer un partenariat si celui-ci repose avant tout sur des contributions financières, en particulier au début du processus de prise de contact. À l'heure où de nombreuses entreprises font face à d'importantes difficultés pour se maintenir en activité, les Nations Unies doivent adopter une approche plus nuancée et plus dynamique en matière de partenariats. Au lieu de solliciter des contributions dès le début des discussions avec les partenaires potentiels, les entités pourraient inviter les entreprises à examiner les domaines dans lesquels la mobilisation des actifs et du savoir-faire, la sensibilisation à des préoccupations communes en matière de politiques publiques, les investissements stratégiques et les produits financiers, ainsi que la recherche conjointe de solutions ou d'autres formes de coopération technique sur de nouveaux modèles d'activité durables seraient les plus efficaces à plus long terme et les plus bénéfiques pour toutes les parties intéressées. Dans ce contexte, il importe d'opérer une transition entre l'octroi de fonds et le financement, en cessant de mettre l'accent sur la mobilisation de ressources à l'appui des programmes des Nations Unies et en adoptant une perspective plus globale de la façon dont tous les partenaires, y compris le secteur privé, peuvent contribuer au financement des objectifs de développement durable.

#### Encadré 8

##### **Fonds pour la consolidation de la paix : financement mixte à l'appui de la pérennisation de la paix en Colombie**

Conformément aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur la consolidation et la pérennisation de la paix ([A/72/707-S/2018/43](#)), le Bureau de la Coordinatrice résidente en Colombie a entrepris de mobiliser des ressources du secteur privé et de passer de l'octroi de fonds au financement en matière de pérennisation de la paix. Afin de mettre ce concept en pratique, une initiative pilote a été élaborée et mise en œuvre par l'intermédiaire du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la pérennisation de la paix en Colombie.

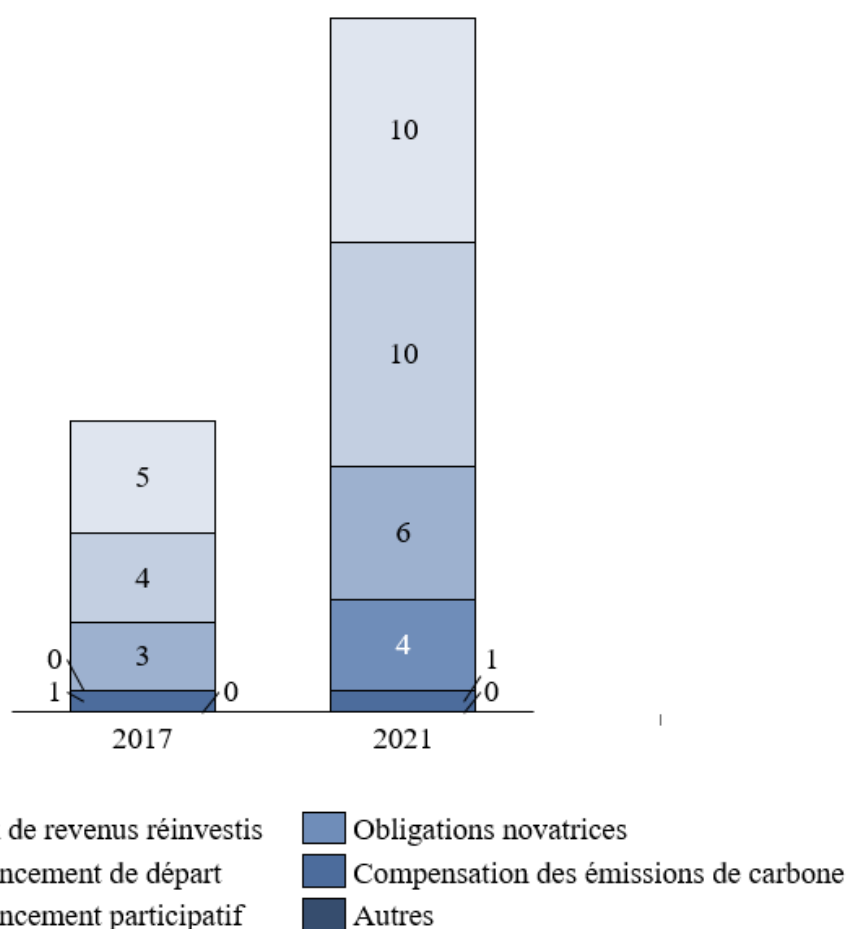
Avec le soutien financier du Fonds pour la consolidation de la paix, le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire a lancé un appel à propositions novateur visant à réduire les risques liés aux investissements du secteur privé ayant une incidence positive sur la consolidation de la paix, conformément aux principes de base du financement mixte. L'initiative a permis de mobiliser des fonds privés destinés à être investis dans les municipalités les plus touchées par le conflit, lesquelles sont actuellement largement tributaires des ressources fournies par le Gouvernement national et les donateurs internationaux. Au total, 13 millions de dollars ont été obtenus, le Fonds pour la consolidation de la

<sup>8</sup> Dans ce contexte, les modes de financement novateurs s'entendent des partenariats dans lesquels : a) les partenaires génèrent des flux de revenus qui sont ensuite réinvestis dans l'initiative ; b) les partenaires octroient un financement ou un prêt de départ aux participants au programme ; c) les partenaires appuient des mécanismes de financement participatif ; d) une obligation verte, une obligation à impact social ou une obligation à impact sur le développement est émise pour financer un projet des Nations Unies ; e) un projet des Nations Unies donne lieu à des compensations des émissions de carbone.

paix ayant investi 2,1 millions de dollars, soit un ratio de 1 :6. Ainsi, pour chaque dollar investi par le Fonds, 6 dollars en moyenne ont été mobilisés auprès d'entités du secteur privé. Ces investissements ont permis à plus de 2 000 agriculteurs et producteurs de développer et de renforcer les agro-industries de l'açaï, du riz non décortiqué, du cacao, du café et de la canne à sucre sur une période de deux ans. On estime à 5 500 le nombre de prêts qui seront accordés à des agriculteurs et à des micro-entrepreneurs (dont plus de 1 700 femmes) dans le secteur agricole, et tous les investissements seront axés sur la promotion de la durabilité environnementale.

Figure 2

**Adoption de modes de financement novateurs [nombre d'entités des Nations Unies mettant en œuvre des projets dans chaque catégorie (2017 et 2021)]**



#### Encadré 9

##### **Fonds des Nations Unies pour l'enfance : fonds en cybermonnaies**

Lancé en octobre 2019, le fonds en cybermonnaies est le premier instrument du genre adopté par les Nations Unies. Depuis le lancement du fonds, l'UNICEF a mobilisé de nouveaux donateurs en cybermonnaies et reçu de nouveaux dons en monnaie *fiat*. Le Comité national français pour l'UNICEF a été le fer de lance des dons en cybermonnaies, puisqu'il est

responsable du lancement de la première campagne du Fonds en la matière, organisée en 2018 à l'appui de l'action menée par l'organisation. À titre d'exemple, une société de jeux vidéo qui avait lancé un jeu reposant sur la technologie de la chaîne de blocs en 2020 a annoncé une vente aux enchères caritative en faveur de l'UNICEF s'appuyant sur des technologies novatrices telles que des jetons non fongibles.

23. Si les entités des Nations Unies sont de plus en plus nombreuses à publier des informations sur leurs partenariats, la mesure des retombées et la communication des données y relatives demeurent problématiques. Plus de la moitié des entités interrogées ont reconnu qu'il était nécessaire de rendre compte de façon plus cohérente des résultats et des enseignements tirés de leurs partenariats avec le secteur privé, tout en indiquant qu'elles avaient besoin d'orientations et de ressources supplémentaires pour communiquer efficacement les informations relatives aux retombées.

24. Comme indiqué dans les rapports précédents, les hauts responsables et les spécialistes des partenariats de l'ONU sont désireux de trouver des moyens d'instaurer de nouveaux partenariats novateurs en s'appuyant sur les modèles qui ont déjà fait leurs preuves dans le contexte des cadres réglementaires et des cadres de gestion des risques existants, tout en examinant les possibilités de renforcer encore la capacité de l'Organisation d'élargir les espaces de collaboration avec les parties prenantes externes.

#### Encadré 10

##### **Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets : Initiative d'investissements responsables dans les domaines des infrastructures et de l'innovation**

Par l'intermédiaire des centres mondiaux d'innovation créés dans le cadre de l'Initiative d'investissements responsables dans les domaines des infrastructures et de l'innovation, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets rassemble un large éventail d'innovateurs, d'entrepreneurs, de programmeurs et de chercheurs chargés de proposer des idées et des solutions créatives à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 et de la réalisation des objectifs de développement durable. Ces centres ont pour but de régler des problèmes concrets en favorisant l'innovation et la participation du secteur privé au développement durable, ainsi qu'en mettant les nouvelles technologies au service de la conception de solutions pratiques et novatrices ayant une incidence tangible sur la réalisation des objectifs. Au cours de la période 2020-2021, plus de 35 start-up du monde entier ont été incubées par les centres.

À titre d'exemple, à Antigua-et-Barbuda, divers partenaires des secteurs public et privé ont organisé à l'intention des étudiants et des jeunes du centre local des ateliers sur l'entrepreneuriat et la programmation de logiciels à code source ouvert. Parmi les start-up incubées par le centre, citons une initiative visant à transformer les algues sargasses en vue de leur utilisation durable dans l'industrie de la mode, ainsi qu'une entreprise spécialisée dans la restauration des récifs coralliens.



## V. Partenariats et réforme du système des Nations Unies pour le développement

25. La réforme du système des Nations Unies pour le développement a donné lieu à des investissements ciblés dans les capacités d'établissement de partenariats au niveau local. L'objectif de ces investissements était d'aider les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à promouvoir une collaboration plus efficace entre les équipes de pays des Nations Unies et les acteurs externes, non seulement en leur qualité de donateurs, mais aussi en tant que participants à une gamme plus large d'activités de partenariat stratégique s'appuyant sur l'ensemble des compétences, du savoir-faire et des perspectives que les équipes de pays peuvent offrir aux autres parties prenantes. Grâce à leurs capacités renforcées et à leurs fonctions de coordination assurées de façon impartiale, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont incarné le pouvoir de rassemblement incomparable des Nations Unies à l'appui du Programme 2030.

26. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont contribué à l'élargissement des partenariats en consolidant les activités de collaboration stratégique des entités des Nations Unies et les activités de mobilisation de ressources mises en œuvre conjointement par les équipes de pays. Ils ont joué un rôle important dans la création et la gestion de divers fonds de financement commun au niveau des pays et ont également contribué à faciliter l'accès des équipes de pays aux fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents permettent une meilleure coordination de la coopération pour le développement, notamment, dans de nombreux cas, en tant que coprésident(e)s des plateformes d'aide des donateurs et des gouvernements – rôle que beaucoup d'entre eux assument à la demande de leurs homologues nationaux. Des liens sont établis de façon plus efficace entre toutes les parties du gouvernement, à tous les niveaux, et les partenaires de développement, notamment la société civile et le secteur privé. La création d'un poste de coordonnateur(trice) des partenariats et du financement du développement dans les bureaux des coordonnatrices et coordinateurs résidents a joué un rôle important dans cette évolution. La nouvelle cohorte de spécialistes des partenariats apporte un soutien aux équipes de pays en matière de mise en relation, de médiation, d'appui stratégique et de conseil, tout en aidant les parties prenantes externes à recenser les possibilités de collaboration au niveau local.

27. L'action menée en faveur de partenariats plus stratégiques et porteurs de changement au niveau local prend appui sur l'écosystème de partenariats mondial des Nations Unies. Dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, le Département des affaires économiques et sociales et le Pacte mondial des Nations Unies se sont employés conjointement à optimiser et à clarifier leurs rôles et attributions et à renforcer leur appui respectif aux partenariats dans l'ensemble du système des Nations Unies, en particulier au niveau des pays<sup>9</sup>. Ces efforts ont permis de définir clairement les rôles de chacun.

<sup>9</sup> Ces mesures ont été prises en réponse à nombre des questions abordées et des propositions formulées par le Corps commun d'inspection dans son rapport sur les partenariats entre le système des Nations Unies et le secteur privé dans le contexte du programme de développement durable à l'horizon 2030, publié en 2017 (JIU/REP/2017/8). Dans cette étude portant sur les modalités des partenariats avec le secteur privé dans l'ensemble du système des Nations Unies ainsi que sur les obstacles à surmonter et les chances à saisir à cet égard, le Corps commun d'inspection a souligné qu'il importait que les États Membres clarifient le rôle et le mandat du Pacte mondial des Nations Unies. Il a également formulé de nombreuses recommandations concernant la poursuite de la rationalisation et de l'intégration des directives relatives aux partenariats avec le secteur privé et

28. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats est une passerelle mondiale qui sert à catalyser et à établir des collaborations de nature à accélérer la mise en place de solutions permettant de réaliser les objectifs de développement durable. Le Bureau mobilise les parties prenantes internationales, régionales et locales et fait participer le secteur public, le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires et les entités philanthropiques à l'action menée par le système des Nations Unies. Pour tenir la promesse de ne laisser personne de côté et s'acquitter de son mandat, le Bureau organise ses activités autour de trois initiatives et fonds principaux. Il mène des campagnes de sensibilisation, de communication et de mobilisation en faveur des objectifs de développement durable et gère deux projets visant à mobiliser l'appui des acteurs mondiaux – les Championnes et champions des objectifs de développement durable et la Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable. Le Bureau s'appuie également sur le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, qui finance des projets visant à donner des moyens d'action à la société civile et à renforcer la démocratie, et sur le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, principale interface entre la Fondation pour les Nations Unies et le système des Nations Unies, qui soutient les projets mis en œuvre par les organismes, fonds et programmes au niveau mondial.

29. Le Département des affaires économiques et sociales est chargé au premier chef d'appuyer les processus intergouvernementaux dans le domaine du développement durable, notamment les discussions intergouvernementales relatives aux partenariats mis en place dans ces contextes ou qui y ont trait, en tirant parti du savoir-faire et des conseils de tous les organismes compétents des Nations Unies. Les principales fonctions du Département sont les suivantes : appuyer les discussions intergouvernementales relatives aux partenariats et fournir une plateforme permettant à diverses parties prenantes d'y prendre part, selon qu'il convient ; concourir à l'élaboration d'orientations générales concernant l'alignement des partenariats sur les mandats et processus intergouvernementaux ; prodiguer des conseils aux acteurs concernés, à l'intérieur comme à l'extérieur du système, sur le soutien à apporter aux nouveaux partenariats lancés dans le cadre des grands processus intergouvernementaux ou en rapport avec ceux-ci ; appuyer une concertation multipartite et des activités de partage des connaissances sur les questions cruciales figurant à l'ordre du jour des grands processus intergouvernementaux ; organiser des réunions annuelles axées sur les partenariats en collaboration avec d'autres entités, et conseiller d'autres entités ou leur fournir un appui lors des grandes réunions organisées par leurs soins. Conformément à la résolution 75/290 A de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social, le Département aidera le Conseil à organiser un forum des partenariats élargi en février de chaque année afin de donner une impulsion et une orientation aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires au cours des mois suivants. Le Département est également chargé de gérer, d'héberger et de préparer des données, des analyses et des outils connexes à l'appui des partenariats en faveur des objectifs de développement durable.

30. Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative spéciale du Secrétaire général qui vise à favoriser une collaboration responsable du secteur privé avec l'ensemble du système des Nations Unies et un appui accru des entreprises aux objectifs de développement durable. L'objectif stratégique de cette initiative est d'accélérer et d'accroître l'incidence collective des entreprises au niveau mondial en assurant le respect des 10 principes énoncés dans le Pacte et en œuvrant en faveur d'entreprises responsables et d'écosystèmes porteurs de changement à l'appui de la réalisation des objectifs. Ces 10 principes ont pour but d'aider les entreprises à

---

demandé que soit adoptée une approche commune plus solide à l'échelle du système sur des questions telles que la diligence raisonnable et les politiques de partenariat.

adopter une approche fondée sur des principes et de définir les responsabilités fondamentales du secteur privé en matière de droits humains, de droits du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption. Ensemble, ils constituent un programme que le système des Nations Unies pour le développement devrait systématiquement diffuser et promouvoir dans le cadre de ses activités et de sa collaboration avec le secteur privé. Le Pacte mondial tire parti de sa position unique pour intensifier l'action collective mondiale et mobiliser davantage de ressources auprès du secteur privé afin de changer la manière dont les entreprises fonctionnent, l'impact qu'elles ont sur l'environnement, notamment à travers leurs filiales et leurs chaînes d'approvisionnement, et la façon dont elles contribuent aux objectifs énoncés dans l'Accord de Paris. Il s'acquitte de cette mission en améliorant la liaison entre les équipes de pays des Nations Unies et le secteur privé, notamment les petites et moyennes entreprises, au niveau national et local. Le Pacte mondial collabore de plus en plus étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies pour préparer les entreprises à nouer des partenariats plus approfondis avec le reste du système des Nations Unies au niveau des pays. Les entités des Nations Unies sont également encouragées à tirer parti des réseaux, des ressources et du savoir-faire technique du Pacte aux niveaux local, régional et mondial.

31. La stratégie du Pacte mondial des Nations Unies 2021-2023 a été élaborée en 2020 en s'appuyant sur les nombreuses contributions des États Membres, du système des Nations Unies, des réseaux locaux du Pacte mondial, des entreprises et d'autres parties prenantes du monde entier. La stratégie vise à promouvoir cinq changements stratégiques en vue d'obtenir les résultats suivants : a) des sociétés plus responsables ; b) une croissance équilibrée des réseaux locaux et régionaux pour une couverture mondiale ; c) un impact mesurable reposant sur les 10 principes dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, en tant que moteurs fondamentaux du développement durable des entreprises ; d) la mise à profit de l'action collective des petites et moyennes entreprises grâce à un programme ciblé et transversal qui met les outils numériques et les chaînes de valeur au service de leur développement ; e) une collaboration solide et active avec le reste du système des Nations Unies.

32. La stratégie prévoit une collaboration plus approfondie à tous les niveaux afin de mettre la force collective du système des Nations Unies au service de la promotion du développement durable des entreprises et des pratiques commerciales responsables à l'échelle mondiale. Entre autres mesures, le Pacte mondial des Nations Unies veillera à ce que les « quatre gardiens », à savoir les entités dépositaires des conventions et des cadres normatifs sur lesquels reposent les 10 principes – le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime – participent activement à la mise en œuvre de la stratégie. Une étape importante a été franchie en 2021 avec la création d'un nouveau siège au sein du Conseil du Pacte mondial, qui sera attribué par roulement à l'un des quatre gardiens. Le Pacte mondial s'emploie à examiner et à réviser les accords passés avec d'autres entités en vue de renforcer les liens existants et de les aligner sur sa nouvelle stratégie, ainsi que de forger de nouvelles alliances, le cas échéant.

33. Afin de veiller à ce que la stratégie mondiale produise des effets substantiels et mesurables au niveau local, le Pacte mondial des Nations Unies continuera de resserrer ses liens avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies. Ce renforcement de la collaboration au niveau des pays permettra d'intégrer les données, les idées et les connaissances du secteur privé dans les plans-cadres de coopération. Le Pacte mondial peut également aider les partenaires locaux du secteur privé à mieux appréhender les activités visant

à promouvoir les priorités nationales en matière de réalisation des objectifs de développement durable, les inciter à y participer davantage et faire en sorte qu'ils s'y sentent pleinement associés. Faire des plans-cadres de coopération le point de référence commun dans le cadre de la collaboration peut permettre au secteur privé de mieux comprendre comment contribuer efficacement à la mise en œuvre de ces priorités nationales et poser les bases de partenariats plus performants entre les Nations Unies et les entreprises afin d'obtenir des résultats plus solides et mesurables en matière de développement.

34. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, le Pacte mondial des Nations Unies adopte une approche plus rigoureuse de la planification stratégique annuelle, du suivi, de l'évaluation et de la communication de l'information et s'appuie sur une méthode davantage axée sur les résultats. L'incidence collective sera évaluée dans cinq domaines essentiels : a) le nombre de participants au Pacte mondial qui se sont engagés à atteindre les objectifs énoncés dans l'Accord de Paris ; b) les prises d'engagement publiques en faveur des droits humains et du travail ; c) les résultats obtenus en matière de parité des sexes dans les opérations ; d) l'application des mesures de lutte contre la corruption et la pratique des pots-de-vin ; e) les mesures prises à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable. Une nouvelle modalité de communication de l'information sur les progrès accomplis sera introduite au début de 2022 sous la forme d'un outil permettant aux entreprises participant au Pacte mondial de faire le lien entre les avancées réalisées et l'incidence des mesures prises dans les domaines couverts par les 10 principes. Il s'agit là d'un cadre plus ambitieux qui permet d'accompagner les entreprises dans leur démarche de développement durable tout en disposant d'une vue d'ensemble des résultats obtenus. Il est à espérer que ces données aideront également d'autres entités des Nations Unies à recenser les domaines dans lesquels elles peuvent accroître l'efficacité de leurs propres stratégies et partenariats avec le secteur privé.

35. Sachant qu'il importe au plus haut point de tirer le meilleur parti du potentiel qu'offrent les partenariats dans l'ensemble du système des Nations Unies, en particulier dans le contexte du relèvement après la crise liée à la COVID-19, des mesures seront prises pour renforcer les capacités des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents en tant qu'organiseurs, promoteurs et pôles centralisateurs des partenariats. Comme indiqué lors du récent examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les capacités des bureaux seront renforcées en dissociant les fonctions de responsable des partenariats de celles liées au financement du développement. Les efforts au niveau local seront davantage axés sur une approche commune des partenariats à l'échelle du système.

36. Les entités des Nations Unies veilleront à ce que la collaboration entre le secteur privé et les équipes de pays des Nations Unies se fonde sur la nouvelle génération de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et sur les analyses communes de pays. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays continueront de resserrer les liens avec les réseaux locaux du Pacte mondial et d'autres organisations d'entreprises au niveau local afin de permettre une collaboration plus stratégique à long terme entre les Nations Unies et le secteur privé à l'appui des priorités nationales en matière de réalisation des objectifs de développement durable. Plus précisément, cette collaboration devra s'appuyer sur des processus de consultation solides et sur la participation du secteur privé à la conception et la mise en œuvre des activités de coopération.

37. Les 10 principes demeureront le fondement des partenariats entre les Nations Unies et le secteur privé. Le Pacte mondial des Nations Unies et toutes les autres entités examineront les stratégies et politiques pertinentes en matière de partenariats afin de veiller à ce que leurs échanges avec le secteur privé soient compatibles avec

les objectifs, les activités et les buts des Nations Unies, notamment les 10 principes. L'objectif et le rôle des partenariats ainsi que les responsabilités qui leur sont associées seront clairement définis et refléteront les valeurs partagées par les Nations Unies et l'entité concernée. Les entités des Nations Unies s'emploieront ouvertement à promouvoir les 10 principes en demandant aux entreprises de s'engager publiquement à les respecter, et encourageront les entreprises à participer au Pacte mondial.

38. Le Secrétariat étudiera les possibilités de consolider et d'élargir les options disponibles en matière de partenariats novateurs. Compte étant tenu de la nature unique du système des Nations Unies et de ses privilèges et immunités, le Secrétariat et d'autres entités continueront d'examiner les possibilités de nouer de nouveaux partenariats et de mettre à jour le cadre réglementaire qui les régit, avec le soutien des États Membres, si nécessaire, en vue de tirer parti des contributions de l'éventail d'acteurs externes le plus large possible. Dans le cadre de cet exercice, les Nations Unies examineront les moyens d'étendre les activités de partenariat visant à mobiliser et à orienter l'action requise et de contribuer à la réaffectation massive des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030.

## VI. Recommandations

39. Afin de mieux exploiter les possibilités de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés, notamment le secteur privé, les recommandations suivantes ont été formulées à l'intention des États Membres :

40. **Les États Membres ont aujourd'hui l'occasion d'accroître considérablement les niveaux de participation et d'inclusion. Des partenariats multipartites seront essentiels pour surmonter les crises actuelles et celles pouvant mettre en péril l'humanité. Les secteurs public et privé ont tous deux un rôle à jouer à cet égard, en s'appuyant sur l'action menée pour réaliser les objectifs de développement durable. J'engage les États Membres à faciliter et à promouvoir la participation des parties prenantes à tous les niveaux, notamment pour relever des défis qui ne connaissent pas de frontières, tels que les changements climatiques et la protection des océans.**

41. **Les États Membres peuvent contribuer à créer un climat propice à l'instauration de partenariats conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est notamment crucial que le secteur privé priorise la réduction des émissions de dioxyde de carbone et l'atténuation des impacts négatifs sur la biodiversité dans l'ensemble de sa chaîne de valeur, tout en respectant les normes les plus strictes en matière d'intégrité environnementale.**

42. **Les États Membres peuvent promouvoir l'innovation responsable et le recours à la technologie à l'appui du développement durable.**

43. **Il est primordial de pouvoir compter sur l'appui des États Membres dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du Pacte mondial pour la période 2021-2023. Les entreprises solides et durables sont celles qui sont ancrées dans les valeurs mondiales que sont les droits humains et droits du travail, la durabilité environnementale et la lutte contre la corruption, toutes consacrées dans le Pacte mondial des Nations Unies. En soutenant le Pacte mondial, notamment au niveau national par l'intermédiaire de ses réseaux locaux, les gouvernements peuvent revitaliser l'action menée conjointement par les entreprises pour aligner leurs modèles commerciaux sur les objectifs de développement durable. La participation au Pacte mondial permettra de renforcer le principe de responsabilité afin de veiller à ce que le secteur privé se**

**mobilise de tout son poids au service d'un relèvement durable après la COVID-19.**

## **Annexe**

### **Entités des Nations Unies ayant contribué à l'établissement du présent rapport**

Agence internationale de l'énergie atomique  
Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies  
Bureau d'Ahmed Al Meraikhi, Conseiller spécial du Secrétaire général  
Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse  
Bureau de l'informatique et des communications  
Bureau de la coordination des affaires humanitaires  
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets  
Centre du commerce international  
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique  
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale  
Département de la communication globale  
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix  
École des cadres du système des Nations Unies  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Fonds des Nations Unies pour la population  
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme  
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement  
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Organisation internationale du Travail  
Organisation internationale pour les migrations  
Organisation maritime internationale  
Organisation météorologique mondiale  
Organisation mondiale du tourisme  
Programme alimentaire mondial  
Programme des Nations Unies pour l'environnement  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Union internationale des télécommunications